

Education: le Sénat note sévèrement le bilan de Jean-Michel Blanquer

Paris, 23 févr. 2022 (AFP) -

Pour les sénateurs qui ont fait le bilan des mesures éducatives du quinquennat, la mise en oeuvre des réformes du ministre Jean-Michel Blanquer a été dans de nombreux cas "mal accompagnée" donnant ainsi le sentiment de "naviguer à vue", et de créer des "générations d'élèves cobayes".

"Il ne s'agit pas d'un bilan de la personne du ministre mais un bilan des politiques publiques elles-mêmes, assorti de 36 propositions", a rappelé lors d'une conférence de presse le président centriste de la commission de la Culture, de l'Education et de la Communication, Laurent Lafon.

Sous le quinquennat de Jean-Michel Blanquer, --le plus long de la Vème République pour un ministre de l'Education--, plusieurs réformes d'envergure ont été adoptées.

Cette commission du Sénat s'est basée durant six mois sur l'analyse de six objectifs et mesures phares: le lien entre école et société, l'abaissement de l'âge d'instruction à trois ans, le développement de l'école inclusive, la priorité donnée au primaire à travers les politiques de limitation des effectifs de la grande section au CE1, la réforme du lycée et l'attractivité du métier d'enseignant.

Le ministre "voulait bâtir une école de la confiance" avec la loi du même nom adoptée en 2019, "mais le constat est que la relation entre les Français et l'école reste dégradée", a noté la socialiste Marie-Pierre Monier, sénatrice SER de la Drôme.

Selon elle, "les enseignants continuent à se sentir mal aimés par la société" et "seulement 4% des professeurs des écoles considèrent que leur métier est valorisé", a-t-elle dit, évoquant la "défiance" pour qualifier la relation entre les personnels de l'Education et leur ministre.

Les sénateurs souhaitent ainsi la mise en place automatique d'une protection fonctionnelle pour les enseignants et "la même célérité dans le suivi des dépôts de plainte des enseignants que pour d'autres personnes chargées d'une mission de service public". Ils préconisent aussi "une accélération des rendez-vous de carrière, afin d'améliorer la rémunération des enseignants".

- réforme du bac "au milieu du gué" -

Le dédoublement des classes de grande section au CE1 en éducation prioritaire, promesse du candidat Macron, a conduit "à des premiers résultats mitigés". Le dédoublement et le plafonnement du 24 élèves par classe nécessitent 19.300 emplois. "Sur l'ensemble du quinquennat, seuls un peu plus de 7.000 ont été créés", regrettent les élus.

La réforme du baccalauréat est selon eux "au milieu du gué". "L'accompagnement des élèves fait aujourd'hui défaut. 85% des professeurs principaux et 65% des proviseurs n'ont reçu aucune formation spécifique pour exercer leur mission d'orientation" et "de nombreux élèves ne bénéficient pas de leurs 54 heures d'orientation annuelles", pointent les élus, soulignant que "la réforme du lycée risque d'accroître les inégalités territoriales" entre établissements.

Sur le sujet d'actualité de l'enseignement des mathématiques, "Jean-Michel Blanquer conteste l'effondrement de cette matière mais les chiffres sont là. Il y avait 90% des élèves de terminale qui avaient un enseignement en mathématiques avant sa réforme. On est tombé à 59%", a tancé le sénateur LR des Pyrénées-Atlantiques Max Brisson.

Pour y remédier, les sénateurs préconisent "d'introduire pour tous les élèves de première et de terminale un enseignement de mathématiques pouvant prendre la forme de mathématiques appliquées, de lutter contre les stéréotypes de genre associés à certains enseignements et de favoriser l'orientation des filles vers les spécialités et poursuites d'études scientifiques".

asm/cel/ide

Afp le 23 févr. 22 à 17 05.